



## REFORME DU LYCÉE : PAS CETTE REFORME LA !

Nous voulons une réforme du lycée qui permette la réussite de tous les élèves



Le ministère annonce plus de liberté, de choix et d'accompagnement pour les élèves.  
La réalité risque d'être toute autre.

« Les élèves pourront choisir librement leurs spécialités » :

**FAUX**

Qui peut croire que toutes les combinaisons de trois spécialités en 1<sup>ere</sup> seront proposées aux élèves ? Contrairement à la communication du ministère, **les lycées proposeront un certain nombre de combinaisons prédéfinies** et très limitées. Le risque est grand de voir réapparaître les anciennes filières tant décriées et l'impossibilité de trop s'écarter des profils actuels.

**La liberté de choix des élèves se verra donc contrainte par l'organisation des emplois du temps, des arbitrages locaux et/ou le nombre de places disponibles, par l'existence ou non de spécialités sur leur établissement de secteur.**

Il est difficile pour de très nombreux élèves, à **15 ans, de se projeter** dans une formation dans le supérieur 3 ans plus tard. De leurs choix en fin de seconde dépendront leurs possibilités de pouvoir candidater ou non à telle ou telle formation.

Concrètement, **le choix se fera en fonction des attendus de Parcoursup**, ce qui suppose que les élèves aient **une idée claire de leur projet d'orientation post-bac**, et n'en changent pas.

Dans le cas contraire, l'élève se sera hyper-spécialisé, et sera bloqué pour sa poursuite d'études!

Par ailleurs, certaines **formations du supérieur attendent d'y voir plus clair avant de publier leurs attendus, le serpent se mord la queue.** Des cohortes d'élèves en feront les frais.

Les inégalités entre établissements vont continuer de se creuser car certains auront peu de spécialités à proposer sur les 12 possibles, obligeant des élèves à changer de lycée (s'il reste de la place uniquement! Les derniers textes publiés sont très limitatifs). **Cette réforme favorisera « des parcours d'initiés »**, les familles bien informées anticiperont voire choisiront pour leurs enfants les meilleures stratégies.

« Le futur baccalauréat sera allégé et simplifié » :

**FAUX**

C'est même **tout le contraire** qui va se produire. Il est à craindre que le « bachotage » ne vienne remplacer le plaisir. Les élèves seront constamment soumis à la pression des évaluations en cours de formation :

- **2 semaines de « partiels » en 1<sup>ere</sup>**, portant sur 5 épreuves à chaque fois + la spécialité abandonnée en fin de 1<sup>ere</sup> (janvier et mai).
- **2 épreuves anticipées de français en 1<sup>ere</sup> (juin)**
- **1 semaine de partiels en Terminale**, portant sur 5 épreuves (janvier)
- **2 épreuves de spécialité en Terminale (mai)**
- **2 épreuves en Terminale portant sur la philosophie et le Grand oral (juin)**

= **Soit un total de 22 épreuves :**

**les élèves auront une semaine d'examens tous les 6 mois pendant deux ans...** On imagine déjà la perte d'heures de cours et la désorganisation des enseignements que cela entraînera. **Pourquoi faire simple quand on peut faire (très) compliqué ?**

Associées au contrôle continu (notes des bulletins de 1<sup>er</sup> et Terminale), elles font **perdre au baccalauréat son caractère national, renforçant les inégalités entre établissements.**

**Les moyens accordés pour la rentrée 2019 sont en très nette diminution**, obligeant les lycées à **des coupes dans l'offre pédagogique**, mettant en concurrence les disciplines et les enseignants. En conséquence, très souvent :

- des effectifs à **35 dans les disciplines du tronc commun**
- **moins de dédoublements**, de groupes à effectifs réduits
- disparition ou **diminution de l'accompagnement personnalisé**
- **disparition de très nombreux enseignements optionnels**
- impossibilité de dégager 1h30 par semaine pour l'orientation alors même que dans le même temps le Ministère prévoit la **suppression des DRONISEP et CIO**.

En décembre 2018, le **Conseil Supérieur de l'Education** (instance consultative avec des représentants des enseignants, lycéens et parents d'élèves) **a largement rejeté les projets des nouveaux programmes, jugés souvent trop lourds et incohérents**. Les demandes de modification de la part des enseignants n'ont pas été entendues, malgré les promesses faites, par le Ministère.

Actuellement, **les programmes de terminale ne sont pas connus des équipes enseignantes** (même pas sous forme de projet pour consultation), **les modalités des épreuves du baccalauréat non plus** .

Cette réforme a été construite **à la va vite**, touchant les classes de 2de et de 1ere dès la rentrée prochaine.

Sous couvert de « révolution pédagogique », **elle vise essentiellement à permettre des économies, accordant moins de moyens aux lycées, moins d'heures d'enseignement et moins d'accompagnement pour les lycéens**.

**2600 postes seront supprimés dans le secondaire** alors que **40 000 élèves supplémentaires** sont attendus à la rentrée 2019.

**Cette réforme doit et peut encore être entièrement revue :**

- **en prenant le temps d'écouter les professionnels de terrain**
- **en limitant les effectifs par classe**
- en proposant **des programmes plus « réalistes »**
- en revoyant les modalités du nouveau baccalauréat pour qu'il conserve **son caractère national**
- en donnant **plus de moyens** afin de permettre de dispenser davantage de cours à effectifs réduits
- avec une **orientation construite à partir du projet personnel de votre enfant** et non à partir des places disponibles dans l'enseignement supérieur !

**Nous voulons une autre politique éducative, ambitieuse et équitable pour tous les élèves quelque soit leur établissement.**

**Les enseignant.e.s SNES SNEP FSU du lycée de Saint-Just**